



Des étudiantes en stage au Cambodge
Page 3



Les enjeux de Griffintown
Page 4



Phase 2 de la réforme en Guinée
Page 5

Le journal de l'Université du Québec à Montréal

L'UQAM

Pour se mettre en appétit

Pierre-Etienne Caza

La croyance est fort répandue à l'effet qu'il n'existe que quatre types de goût concernant la nourriture: le sucré, le salé, l'acide et lamer. Mais savez-vous que ces catégories sont typiquement occidentales et donc culturelles? En effet, les Chinois, par exemple, en distinguent une cinquième, l'âcre, tandis que les Indiens en connaissent deux de plus que les nôtres: le piquant et l'astringent. Quant à la croyance voulant que ces catégories de goût soient liées à des zones précises sur la langue, oubliez tout ça! La réalité est plus complexe et les études sur le sujet foisonnent. Voilà le genre de découvertes qu'espère partager avec les étudiants le professeur du Département d'études urbaines et touristiques, M. Jean-Pierre Lemasson, à l'origine de la création du nouveau certificat en gestion et pratiques socio-culturelles de la gastronomie.

Inspiré ouvertement des programmes offerts par le mouvement *slow food* de l'Université des sciences gastronomiques de Pollenzo, en Italie, le certificat de l'UQAM sera offert dès l'automne prochain aux étudiants à temps complet ou à temps partiel. «Il s'agit d'un programme multidisciplinaire unique au Québec et au Canada, souligne fièrement Jean-Pierre Lemasson. Il fait appel non seulement à la biologie, à la chimie et au marketing, mais aussi à l'anthropologie, à l'histoire, à la sociologie et à la psychosociologie.»

Le mangeur et son plaisir

L'un des fondateurs de la gastronomie moderne, Jean Anthelme Brillat-Savarin, a défini celle-ci comme étant l'étude de l'ensemble des systèmes de production, de transformation et de consommation des aliments, qui doivent favoriser la conservation des hommes... et leur plaisir, aime rappeler le professeur Lemasson. «Pourtant, lorsqu'on parle d'agroalimentaire au Québec, on ne parle que de production, qui relève de l'agronomie, ou de nutrition, qui relève de la chimie, déplore M. Lemasson. Il n'existe rien pour penser l'alimentation hors de ces disciplines.»

C'est un véritable paradoxe, selon lui, car le plaisir, omniprésent dans les émissions de cuisine par exemple, est complètement évacué du discours



Jean-Pierre Lemasson

Photo: François L. Delagrange

sur la santé ou des quelques rares approches critiques universitaires. «Tout ce qui en ressort est une angoisse sans cesse croissante liée à la crise du modèle industriel agroalimentaire», ajoute-t-il.

Le professeur a donc voulu replacer le *mangeur* au cœur même du phénomène gastronomique. Un exemple: l'un des cinq cours qui ont été créés pour ce nouveau programme s'intitule «La nourriture et le mangeur.» «Nous allons nous intéresser à ce que signifie manger au niveau psychosociologique et culturel», précise M. Lemasson. Le cours «Goûts et analyses sensorielles», lui, s'attardera aux dimensions neuro-physiologiques et culturelles impliquées dans la perception des goûts. Les étudiants y acquerront le vocabulaire exact pour décrire les différents goûts, comme le font depuis belle lurette les œnologues pour décrire le vin.

Un cours pour tous

Ce certificat est né de l'engouement pour les deux cours libres créés il y a quatre ans par le professeur Lemasson, «Gastronomie et société» et «Tourisme gourmand», qui attiraient une clientèle hétéroclite composée d'étudiants

de tous les secteurs de l'UQAM et de gens sur le marché du travail, principalement dans le domaine de l'alimentation.

Les étudiants pourront choisir parmi deux spécialisations: Gestion et mise en marché de l'alimentaire, axée sur la commercialisation, ou Tourisme, qui abordera par exemple la problématique du terroir.

M. Lemasson croit que les futurs étudiants de ce nouveau certificat seront encore plus nombreux à provenir du marché du travail - cuisiniers, distributeurs, etc. «Il y a beaucoup de gens qui possèdent des savoir-faire mais qui désirent prendre un peu de recul et réfléchir aux enjeux de l'alimentation, dit-il. Ce certificat ne répondra pas à toutes les questions, mais il leur permettra d'amorcer à coup sûr une véritable réflexion de fond.» Le professeur prévoit aussi organiser un colloque en octobre 2008, qui s'intéressera aux relations entre gastronomie et médias de masse.

«Dans les cours libres que j'ai donnés, il y a toujours environ 10 % d'adultes qui viennent seulement par plaisir, parce que ce genre de cours leur donne l'eau à la bouche», conclut M. Lemasson en riant. ▶

Plan de redressement 2007-2012

«Toutes les pierres ont été retournées»

Angèle Dufresne

Des rencontres de présentation du plan de redressement 2007-2012 que le recteur a eues avec le personnel de l'UQAM, il ressort que l'analyse de PricewaterhouseCoopers (PwC) a été faite très minutieusement et que l'UQAM sait maintenant, chiffres à l'appui, ce qu'elle a à faire pour juguler la croissance plus importante de ses coûts par rapport à ses revenus. «Nous devons faire face à la réalité, a insisté M. Corbo, nous ne ferons jamais bouger le gouvernement s'il n'a pas la conviction que nous avons fait tous les efforts pour nous en sortir.»

Tout dans le plan de redressement - que le recteur invite la communauté universitaire à lire très attentivement pour se l'approprier - n'est pas toutefois de l'ordre de l'émondage sauvage. «Il ne s'agit pas d'un catalogue de coupures», a-t-il souligné, le rapport PwC propose également des pistes pour accroître les revenus. Et l'une de ces pistes est le développement de la programmation, notamment aux cycles supérieurs, pour intéresser un plus grand nombre d'étudiants.

Ceci dit, M. Corbo est convaincu que l'UQAM ne pourra retrouver l'équilibre budgétaire sans mettre en péril sa mission académique. Malgré l'hypothèse de compression de l'ordre de 41 M\$, il reste un solde résiduel total projeté en 2011-2012 de 24 M\$, en tenant compte du plein effet des mesures et objectifs de redressement à l'intérieur de l'échéancier prévu et d'une indemnisation gouvernementale pour l'îlot Voyageur.

Hausse de l'effectif professoral

Le recteur compte augmenter légèrement, au cours des prochaines années, l'effectif professoral car il s'agit «du cœur de l'Université», et ce, pour améliorer le ratio professeurs/étudiants. Par contre, l'UQAM pourrait retenir les mesures visant à maintenir la moyenne-cible à 41 étudiants par groupes/cours en 2008-2009, étant entendu que plusieurs situations particulières peuvent justifier des écarts.

Il est possible, par ailleurs, que

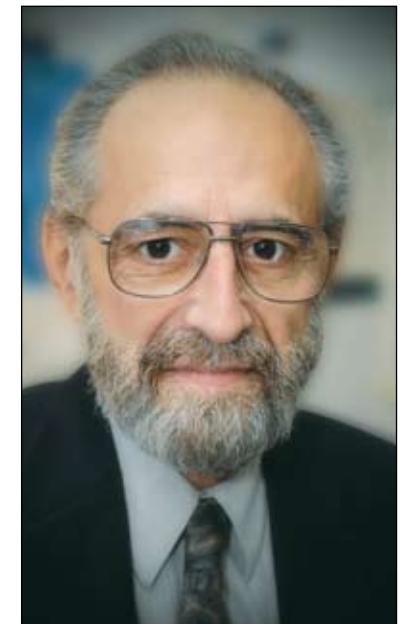


Photo: Michel Giroux

Claude Corbo

l'hypothèse de ramener (par attrition et ententes de gré à gré) le nombre de cadres et d'employés à ce qu'il était en 2003-2004 soit envisagée. Cet objectif représente environ 77 postes ou 5,3 % de l'effectif. Le recteur a insisté sur une plus grande flexibilité à trouver pour permettre de relocaliser des ressources au besoin.

Rejet en bloc

Le recteur a pris acte du rejet en bloc de l'*«intersyndicale»*, mais a aussi noté la disponibilité des syndicats et groupes à vouloir discuter. L'organisation interne de l'UQAM n'est pas parfaite a-t-il laissé entendre, «il y a des choses que l'on peut améliorer et nous allons nous asseoir avec les syndicats pour chercher ensemble des aménagements qui sauvegardent nos valeurs et notre mission, mais améliorent notre efficacité. On ne peut pas être figé dans un monde en évolution.»

Avec les associations étudiantes, il a ajouté que l'UQAM s'était engagée à tenter de s'entendre sur une hausse des frais afférents mais ce domaine, on le sait, est régi dorénavant par une politique ministérielle qui reste à définir. M. Corbo a précisé que les étudiants avaient aussi leur part à faire dans l'effort collectif de redressement et que toutes les solutions n'étaient pas

Suite en page 9 ▶

La grève de l'AFESH: escroquerie démocratique ou démocratie

Je ne reconnaît pas cette grève de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines (AFESH).

J'exige que les associations étudiantes de l'UQAM tiennent dorénavant leur vote de grève et tout autre vote par scrutin électronique Omnivox de l'UQAM. Je prends l'exemple du vote de la cotisation automatique non obligatoire au CANO concernant la cotisation de 2,25 \$ pour la radio étudiante faite par le système de vote électronique Omnivox. Si les associations étudiantes refusent de donner l'accessibilité aux votes par scrutin électronique à l'ensemble de leurs membres et aux payeurs de cotisations étudiantes des associations étudiantes, alors elles ne peuvent prétendre représenter les étudiants et les étudiantes de l'UQAM.

Comment se fait-il que le scrutin électronique ne soit pas encore mis en fonction par les associations étudiantes en 2008? Cette situation est tout simplement inacceptable et carrément antidémocratique. Aujourd'hui, le rythme de vie, le travail et le lieu de résidence des personnes qui sont inscrites à l'université les empêchent d'être aux assemblées générales et de faire valoir leurs points de vue. Ces personnes ne peuvent pas faire partie de la vie démocratique, elles subissent donc la dictature du petit nombre. Que les associations ne tiennent pas compte de ces réalités est pour moi une situation méprisante envers ceux et celles qui ne peuvent être présents lors des assemblées. Et que font-elles pour assurer aux personnes handica-

pées leur droit de vote et leur sécurité aux assemblées générales? Le scrutin électronique m'apparaît comme le seul moyen de respecter tous les étudiants et les étudiantes, et de rétablir la démocratie entre étudiants à l'UQAM.

Depuis le 12 février, nous sommes la cible de manifestations de la part des étudiantes et des étudiants de l'AFESH, en minorité dans mon cours, sur le simple principe que le cours relève de la Faculté des sciences humaines. Pour nous, les étudiants à temps partiel, nous suivons des cours à l'UQAM, et non des cours demandés par telle faculté ou par telle autre faculté. L'UQAM doit changer son approche administrative afin de ne plus donner la possibilité à certaines associations étudiantes de nous empêcher de suivre nos cours comme cela se fait actuellement. Nous sommes des étudiants de l'UQAM un point c'est tout.

J'invite les étudiants et étudiantes à exiger de leur association étudiante tous les votes par scrutin électronique Omnivox de l'UQAM.

Normand LACASSE,
Certificat en français écrit

Omnivox de l'UQAM:
<http://uqam.omnivox.ca>

Pas en mon nom: la supercherie démocratique de l'AFESH

Il convient de rappeler en préambule qu'un pourcentage très maigre des étudiants inscrit à l'AFESH a voté dernièrement pour cette grève (environ 8 % de l'ensemble des inscrits). Rappelons également que dans aucun système au monde si ce n'est dans les oligarchies, il n'est entériné que 8 % d'une population décide pour 92 %. Au-delà donc du triste constat que l'AFESH s'octroie unilatéralement le droit de lancer des démarches de grèves par paresse négociatrice et instrumentalise ses membres, au-delà du fait qu'elle revendique dans la cacophonie on ne sait plus très bien quoi, au-delà du fait que ceux qui ne viennent pas en assemblée consultative ont tout bêtement autre chose à faire que de se prononcer compulsivement tous les lundis pendant une journée entière, il convient de donner à l'AFESH un cours 101 de démocratie.

En tolérant que la consultation publique pourrait éventuellement avoir un sens dans le cas actuel (ce qui, compte tenu des stratégies syndicales tordues de notre association est déjà discutable), encore faut-il que l'AFESH facilite les conditions d'expression individuelle de chaque voix. Faire une consultation publique avec comptage approximatif des voix dans un amphithéâtre de mille personnes

Suite en page 12 ▶

«Je crois qu'on assiste à une parodie de démocratie»

Lundi le 10 mars dernier, en début d'après-midi, avait lieu une assemblée générale au Théâtre National pour reconduire le vote de grève illimitée pour les 5 000 étudiants de la Faculté des sciences humaines de l'UQAM. Depuis le 6 février dernier, quatre assemblées générales ont eu lieu et le mandat de grève a toujours été reconduit depuis.

Il est tout à fait légitime pour des étudiants de faire la grève. Là où le bâton blesse, c'est dans la manière employée pour obtenir ce «mandat» de grève.

J'aimerais porter à l'attention des 5 000 étudiants et étudiantes des sciences humaines les éléments suivants concernant ces assemblées générales:

- 1) L'assemblée générale qui a déclenché une grève de deux semaines le 6 novembre 2007 comptait 330 étudiants dont 164 ont voté en faveur, ce qui représente 49 % des votes de l'assemblée et à peine 3 % de l'ensemble des étudiants de la Faculté des sciences humaines;
- 2) Par ailleurs, lors du vote de grève du 26 novembre 2007, plusieurs étudiants se sont vus refuser le droit de vote parce que la salle était comble;
- 3) Lors de l'assemblée générale du 6 février 2008 laquelle était en faveur de la grève qui perdure depuis le 11 février, seulement 6 % de l'ensemble des étudiants en sciences humaines ont voté pour la grève;

Depuis plus de quatre semaines de grève, les dirigeants de l'AFESH confirment que ce quorum est tout à fait démocratique. Ils considèrent qu'une assemblée de 50 personnes (donc 26 votes positifs pour la grève) seraient suffisante pour nuire aux études de 5 000 étudiants;

Il est évident que le mode de scrutin actuel ne permet pas à tous les étudiants de se prononcer et ne peut en aucun cas être le reflet fidèle de l'opinion des étudiants. Il n'y a aucune volonté de la part de l'Association étudiante de modifier ce mode de scrutin car:

- a) L'Association est manifestement biaisée;
- b) Le mode de scrutin actuel permet plus facilement un vote positif pour la grève.

Le 10 mars dernier, j'étais présent à l'assemblée générale. J'ai compris pourquoi plusieurs n'ont aucune envie de participer à ces rencontres. Malgré ma patience et ma persévérance, je n'ai pu exprimer mon opinion contre la grève. Pendant environ une heure, j'ai eu droit aux discours d'environ 12 étudiants en faveur de la grève dont au moins 3 ou 4 ont pris le micro à deux reprises pour bien échauffer la salle. Ils ont bien pris soin d'inviter ceux qui sont contre cette grève mais n'ont pas vraiment voulu les entendre. Deux étudiants en défaveur de la grève ont eu la chance et le courage d'exprimer leur opinion dans un contexte clairement défavorable à leur point de vue. Une étudiante a demandé que le vote se fasse par Internet et

Cora Duval élue recrue de l'année au Canada



Photo: Chris Uhl, courtoisie de l'Université de Saskatchewan

Vera Pezer, chancelière de l'Université de Saskatchewan, remet le prix de la recrue de l'année à Cora Duval, étoile du basketball féminin de l'UQAM.

La joueuse des Citadins Cora Duval a reçu le prix Kathy Shields à titre de recrue de l'année au Canada, lors du gala d'ouverture du championnat universitaire canadien féminin de basketball, le 6 mars dernier, à Saskatoon.

L'étudiante au certificat en anglais à l'UQAM avait été nommée recrue de l'année au Québec le 18 février dernier, un honneur décerné par la Fédération québécoise du sport étudiant (FQSE). Elle avait également été élue sur la première équipe d'étoiles de la FQSE après avoir terminé première au Québec au chapitre des rebonds offensifs (3.5 rebonds par

match), deuxième pour les rebonds totaux (7.3 rebonds par match) et troisième pour les points (12.6 points par match).

«Cora est l'une des très bonnes athlètes que j'ai dirigées et elle possède encore un grand potentiel d'amélioration», a commenté Jacques Verschueren, entraîneur-chef des Citadins. Sa troupe a connu la meilleure saison de sa jeune histoire avec une fiche de 12-4 lors du calendrier régulier et une première participation à la finale québécoise, perdue de justesse par la marque de 73-70 en prolongation face au Rouge et Or de l'Université Laval.

désir quant à la reconduction de la grève ou non. Je vous invite aussi à faire part aux dirigeants de l'AFESH de votre mécontentement quant au mode de scrutin.

Vive la démocratie !!!

Pascale McLEAN,
Étudiante à la maîtrise en géographie

L'UQAM

Le journal *L'UQAM* est publié par le Service des communications, Division de l'information.

Directeur des communications

Daniel Hébert

Directrice du journal

Angèle Dufresne

Rédaction

Marie-Claude Bourdon, Anne-Marie Brunet, Pierre-Étienne Caza, Claude Gauvreau

Photos

François L. Delagrange

Conception de la grille graphique

Jean Gladu, designer

Graphisme

Geneviève Ouellet

Infographie

André Gerbeau

Publicité

Isabelle Bérard

Communications Publi-Services Inc.

(450) 227-8414, poste 300

Impression

Payette & Simms (Saint-Lambert)

Adresse du journal

Pavillon Berri, local WB-5300

Téléphone: (514) 987-6177 • Télécopieur: (514) 987-0306

Adresse courriel

journal.uqam.ca

Version Web du journal

www.journal.uqam.ca/

Dépot légal

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 0831-7216

Les textes de *L'UQAM* peuvent être reproduits, sans

autorisation, avec mention obligatoire de la source.

UQAM

Université du Québec à Montréal

Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal

Québec H3C 3P8

Aider les Cambodgiens à instaurer un État de droit

Claude Gauvreau

Les hommes sont comme de l'or. Une fois terni, il peut être poli et retrouver sa valeur d'antan. Les femmes, elles, sont comme un linge blanc. Un fois souillé, il ne retrouvera jamais sa couleur d'antan.

«Ce dicton cambodgien en dit long sur la façon dont on considère les femmes dans ce pays», souligne Sabrina Ouellet qui a effectué un stage de trois mois au Cambodge l'an dernier, dans le cadre de sa maîtrise en droit international.

Avec son amie Dominique Laroche (maîtrise, science politique) Sabrina faisait partie d'un groupe de 15 étudiants stagiaires qui témoignent de leur expérience au Cambodge les 27 et 28 mars prochains à l'UQAM (local D-R200), lors de conférences publiques organisées par l'Institut d'études internationales de Montréal. Ces conférences dresseront le bilan d'un projet de partenariat entre l'Institut, le Service aux collectivités de l'UQAM et la Ligue cambodgienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme (LICADHO).

Amorcé en 2005 et financé par l'ACDI, le projet visait à appuyer la LICADHO dans ses efforts pour aider les femmes et jeunes filles du Cambodge victimes de violence familiale, d'abus et de trafic sexuels. Outre l'organisation de stages pour les étudiants, le projet avait aussi pour objectifs de favoriser la création de réseaux communautaires pour mieux protéger les droits des femmes et de renforcer l'appui juridique et psychologique aux victimes.

Système juridique déficient

Dominique Laroche a effectué son stage dans la capitale Phnom Penh, où se trouve le siège social de la LICADHO. Elle a produit un document-synthèse sur la traite sexuelle des femmes au Cambodge qui a servi d'outil de travail pour la LICADHO, et a fait enquête sur des expériences de mobilisation – distribution de pamphlets, théâtre de rue, manifestations – dans le but de sensibiliser la population à



Photo : Denis Bernier

Les deux étudiantes Sabrina Ouellet et Dominique Laroche ont séjourné trois mois au Cambodge, dans le cadre d'un stage d'étude.

l'égard des droits des femmes. «J'ai éprouvé un véritable coup de cœur pour le peuple cambodgien et je sais maintenant que mon mémoire de maîtrise traitera des droits de la personne», dit Dominique.

Sabrina, de son côté, a comparé et analysé les législations cambodgienne, australienne et japonaise dans les domaines du droit familial et de la violence conjugale. «Le système juridique cambodgien est largement déficient, soutient-elle. Aucune loi ne permet de prévenir et de sanctionner la traite des femmes et des enfants. Il n'est pas rare non plus que les avocats de la LICADHO, comme d'autres défenseurs des droits humains, fassent l'objet d'intimidations et même de menaces de mort.»

La jeune étudiante s'est intéressée également au phénomène des expropriations en milieu urbain et rural. «À Phnom Penh, par exemple, des gens sont expulsés de leur foyer et refoulés à la périphérie de la ville où il y a ni eau potable, ni électricité. Tout ça pour permettre l'établissement sur leurs terrains d'entreprises commerciales. J'ai

pu suivre un procès où des avocats de la LICADHO défendaient des villageois menacés d'emprisonnement, parce qu'ils avaient osé se défendre en lançant des pierres à des policiers venus incendier leurs maisons.»

Corruption généralisée

Les deux stagiaires n'étaient pas confinées au travail de bureau et pouvaient participer à des activités en dehors de leurs tâches quotidiennes. «Avec une équipe de la LICADHO, j'ai participé à la distribution de hamacs, de moustiquaires et de jouets dans une prison où vivaient des femmes avec leurs jeunes enfants, raconte Sabrina. L'organisme a d'ailleurs créé un programme permettant de recueillir de l'argent pour acheter et distribuer des vivres et du savon à ces prisonnières.»

La corruption sévit à tous les niveaux et est même devenue un mode de survie pour ceux, nombreux, qui n'arrivent pas à joindre les deux

bouts, poursuit Dominique. «J'ai vu des conducteurs de motos-taxis donner de l'argent à des policiers pour éviter de payer des contraventions. Les gens n'ont pas confiance dans leurs institutions et préfèrent régler leurs problèmes entre eux.»

Trois mois au Cambodge, c'est formidable, mais c'est trop court, disent les deux étudiantes. «J'y retournerais demain matin, lance Dominique dont la vision de l'aide internationale s'est transformée. J'ai compris que l'on ne pouvait pas se substituer aux organisations locales qui connaissent mieux que nous les besoins de la population.» Sabrina a réalisé pour sa part qu'elle aimait à la fois le travail de recherche et celui de terrain. «J'ai pris davantage confiance en mes capacités sur le plan professionnel. Et, surtout, je suis fière d'avoir travaillé avec les membres de la LICADHO, des personnes exceptionnelles dont le dévouement et l'acharnement forcent l'admiration.»

Une ONG influente

- Crée en 1992, la LICADHO est l'une des ONG les plus influentes au Cambodge. Établie à Phnom Penh, capitale du pays, elle possède douze bureaux provinciaux;
- L'organisme rassemble et analyse les informations sur les multiples cas de violation des droits de la personne: exploitation et trafic d'êtres humains à des fins sexuelles, tortures, viols, détentions arbitraires, expropriations, etc.;
- Les membres de la LICADHO organisent dans les provinces des activités de formation sur les droits des femmes pour les employés d'ONG, les chefs de communes, les fonctionnaires gouvernementaux et les policiers. Ils offrent enfin des services de représentation légale et des soins médicaux et d'hébergement pour les femmes et jeunes filles victimes de violence familiale, de viols et de trafic sexuel.

Naly Pilorge, directrice de la LICADHO, et Thun Saray, directeur de l'Association des droits de l'homme au Cambodge participeront aux conférences publiques des 27 et 28 mars prochains en compagnie, notamment, de Peter Leuprecht, directeur de l'Institut d'études internationales de Montréal, de René Côté, doyen de la Faculté de science politique et de droit, ainsi que de professeurs de l'École de travail social et de représentants du Service aux collectivités de l'UQAM.

Pour connaître le programme des conférences:
www.er.uqam.ca/nobel/ieim/

PUBLICITÉ

Les enjeux autour de Griffintown

Marie-Claude Bourdon

Le méga-projet du promoteur Devimco à Griffintown va-t-il voir le jour ou connaîtra-t-il le même sort que celui du casino? Tout projet dans ce secteur est-il voué à mourir sous le coup de la contestation populaire? «D'un côté, il y a ceux qui croient que ce projet doit absolument aboutir et que Montréal ne peut se permettre un autre échec, dit David Hanna, professeur au Département d'études urbaines et touristiques. Mais, de l'autre côté, il y a ceux qui disent que ce n'est qu'un mauvais projet de plus dont on doit forcer l'abandon.»

Le moins que l'on puisse dire, en tout cas, c'est que les plans de Devimco pour revitaliser ce secteur industriel en partie désaffecté du sud-ouest de Montréal suscitent un vif intérêt dans la population. À chaque séance de consultation tenue par l'arrondissement, des centaines de citoyens se déplacent pour poser des questions et faire entendre leur point de vue. «Même si la ville a tenté de court-circuiter le processus normal de consultation qui aurait dû être mené par l'Office de consultation publique de Montréal, la participation populaire est très forte, souligne David Hanna. Les citoyens sont vigilants.»

Peu de vestiges

Il reste aujourd'hui peu de vestiges du vieux Griffintown, l'ancien quartier des ouvriers irlandais situé en bordure du canal Lachine et dont la Ville de Montréal a voulu faire un parc industriel, au début des années 60, entraînant le saccage de ce secteur historique. C'est d'ailleurs pour sauver de la démolition quelques édifices d'époque que des citoyens ont commencé à se mobiliser contre le projet de Devimco.

Au départ, David Hanna se rangeait parmi les opposants à ce méga-projet



Photo : François L. Delagrange

David Hanna, professeur au Département d'études urbaines et touristiques.

de 1,3 milliard de dollar proposé par le promoteur responsable du centre commercial Dix30, sur la rive-sud de Montréal. «Dans sa première mouture, c'était un projet fondé sur des concepts architecturaux dépassés, avec des édifices commerciaux fermés des quatre côtés sur la rue», dit l'urbaniste. Mais le projet a énormément évolué depuis, poursuit le professeur, qui agit aujourd'hui comme consultant, avec

une brochette d'experts, pour l'aménagement d'un îlot situé dans le secteur névralgique jouxtant le bassin Peel et l'autoroute Bonaventure.

La valeur du patrimoine

«Le promoteur a été à l'écoute des critiques et accepté de changer de nombreux aspects de son projet, affirme David Hanna. Entre autres, il reconnaît la valeur symbolique du patrimoine et

il n'est plus question de raser tous les édifices historiques du quartier. La composante résidentielle a été bonifiée : elle représente maintenant 65 % du projet. Les grandes surfaces ont pour la plupart été éliminées. Et tous les commerces ont maintenant une ouverture sur la rue.»

Selon David Hanna, à moins d'être contre toute entreprise d'envergure au centre-ville, il n'y a plus de raisons de s'opposer en bloc à ce projet qui pourrait contribuer à redynamiser la métropole. Mais l'urbaniste reste critique. Entre autres, il déplore l'intention du promoteur de faire disparaître deux petites rues, les rues Young et Shannon, situées de part et d'autre de la rue Peel, qui deviendrait l'axe commercial principal du secteur. «Au contraire de ce que l'on pensait dans les années 60, on croit aujourd'hui qu'il faut multiplier les passages pour favoriser la dynamique urbaine, dit l'urbaniste. Chaque rue est un lieu possible d'animation publique, contrairement à l'espace privé du centre commercial.»

Situé sur la rue Young, le plus ancien poste de police de la ville de Montréal risque de disparaître ou d'être déplacé, de même que quelques petites maisons d'époque. Plus à l'ouest, un ensemble résidentiel rassemblant les derniers exemples de maisons ouvrières du 19^e siècle est menacé, non plus par le pic des démolisseurs (étant donné les modifications apportées au plan original), mais par la hauteur des tours de condominiums qu'on prévoit construire à proximité. «On devrait privilégier des édifices plus bas respectant la dimension des constructions existantes et recréer un secteur invitant pour les familles», dit le professeur.

Développement durable

David Hanna critique également l'élargissement prévu de plusieurs rues,

dont la rue Wellington, afin de répondre à l'augmentation du trafic automobile qui sera générée par le projet, notamment aux abords du pont Victoria. «Si on veut être conséquent avec les principes de développement durable mis de l'avant par la Ville elle-même, on ne devrait pas se tourner vers des solutions favorisant l'augmentation de la circulation automobile au centre-ville», dit l'urbaniste. «La Ville et le promoteur se sont déjà engagés à construire un réseau de tramway qui reliera Griffintown au centre-ville et au Vieux-Montréal. Pourquoi ne pas envisager un projet plus ambitieux et remettre des rails de tramway sur le pont Victoria, afin d'offrir un nouveau mode de transport en commun vers la rive-sud et de faire diminuer d'autant le trafic automobile?»

Des études patrimoniales menées par David Hanna ont déjà permis de protéger de la destruction l'ancien complexe de la New City Gas Company, situé en bordure de l'autoroute Bonaventure. C'est cette entreprise qui, au 19^e siècle, a permis d'éclairer Montréal, ville nordique plongée dans la noirceur une partie de l'année. Divers plans de recyclage, qui pourraient inclure des studios et un marché public, sont envisagés pour cette ancienne usine.

Selon David Hanna, les compromis acceptés par le promoteur pourraient lui permettre de remporter l'adhésion des citoyens à son projet. «Montréal est l'une des seules villes en Amérique du Nord avec New York, Boston et San Francisco, à avoir conservé un centre-ville vivant, animé, dynamique, note-t-il. Il faut absolument préserver cette qualité de la vie urbaine montréalaise et je pense qu'un projet comme celui de Griffintown peut y contribuer.»

Montréal, scrutée à la loupe

Pierre-Etienne Caza

UQAM étant une université ancrée au centre-ville, il était tout à fait naturel qu'un Groupe d'études sur Montréal y voit le jour. «Beaucoup de gens s'intéressent à l'avenir et au développement de Montréal, explique l'instigateur et coordonnateur du projet, le professeur du Département d'études urbaines et touristiques Pierre Delorme. La moitié de la population du

Québec habite la région montréalaise, c'est un sujet incontournable.»

Le professeur Delorme a demandé à dix collègues de son département de se joindre à lui pour contribuer à la réflexion sur la situation de Montréal, le développement de la ville et les préoccupations des citoyens. Yves Archambault, Benoit Duguay, Jean Goulet, Pierre-Yves Guay, David Hanna, Florence Junca-Adenot, Boualem Kadri, Sylvie Paré, Denis

Proulx et Luc-Normand Tellier ont tous accepté avec enthousiasme. «Je tenais à ce que le groupe soit d'abord clairement identifié au Département d'études urbaines et touristiques, mais cela n'exclut pas que nous puissions éventuellement accueillir d'autres chercheurs de l'UQAM, et même des étudiants des cycles supérieurs», précise-t-il.

«Nous avons des formations différentes et des préoccupations complémentaires», ajoute M. Delorme, qui souhaite multiplier les interventions de ces experts de haut calibre auprès des médias.

Spécialisés en urbanisme, géographie, science politique, économie, sociologie, communications, architecture et tourisme, les membres du Groupe d'études sur Montréal s'intéresseront à des thématiques variées, parmi lesquelles la gestion municipale, les thématiques de transport, les sources de financement de la ville, le patri-

moine architectural, le tourisme urbain et l'intégration des immigrants.

Les experts se pencheront également sur la démocratie montréalaise qui constitue un réel paradoxe, selon le professeur Delorme. «Les gens veulent participer à la vie municipale, ils s'impliquent au sein de leur arrondissement, mais ils s'abstiennent de voter, remarque-t-il. Aux dernières élections municipales, en 2005, seulement 36 % des gens ont voté. Nous n'avions jamais connu ça. Il y a des recherches et des analyses à faire de ce côté-là.»

Un bouquin pour l'automne

La première démarche officielle du groupe sera la publication d'un ouvrage qui devrait paraître cet automne, et dont le titre provisoire est *Montréal, le présent et l'avenir*. «Ce sera scientifique et universitaire, mais aussi accessible au grand public», précise M. Delorme. Un colloque suivra la parution de cet ouvrage.

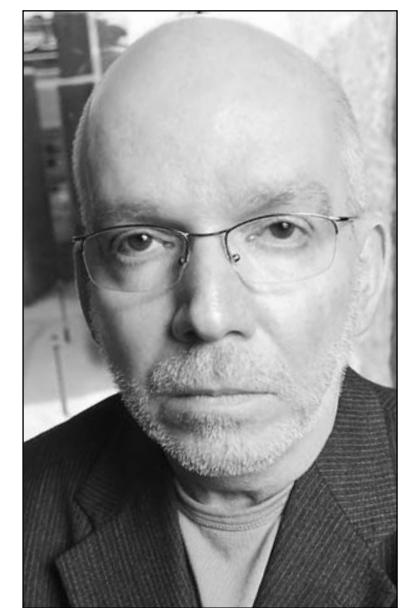


Photo : François L. Delagrange

Pierre Delorme, professeur du Département d'études urbaines et touristiques.

SUR INTERNET

www.deut.uqam.ca/groupe_mtl/groupe_mtl_accueil.htm

PUBLICITÉ

L'UQAM pilote la réforme de l'enseignement supérieur

Marie-Claude Bourdon

Depuis une quinzaine d'années, la Guinée a entrepris de réformer de fond en comble son système d'enseignement supérieur. D'un système inspiré des modèles soviétique et français, on est passé au système LMD (licence, mastère, doctorat) d'inspiration nord-américaine, en rénovant au passage près d'une trentaine de programmes. À la tête d'un consortium d'institutions universitaires, c'est l'UQAM qui, depuis 2003, accompagne la Guinée dans cette tâche titanique.

«L'UQAM est présente en Guinée depuis les années 90, explique Amadou Diallo, directeur du Département de management et technologie et chef du projet UQAM-PADES/EPT pour la réforme des programmes. À l'époque, nous avions contribué à bâtir le programme de gestion de l'Université de Conakry. Comme ce sont les Soviétiques qui avaient mis en place la première université guinéenne, il avait fallu partir de zéro pour introduire des cours de marketing, de financement et de gestion des ressources humaines.»

À la fin des années 90, plusieurs institutions provenant de divers pays incluant le Sénégal, la France, la Belgique et le Canada agissaient comme consultants pour la Guinée dans sa tentative de réorienter son système d'enseignement supérieur. Mais les efforts allaient dans tous les sens et «il y avait un risque de tourner en rond», précise Amadou Diallo. En 1997, à la suite d'une mission financée par la Banque mondiale, ce dernier suggère aux autorités de son pays d'origine de faire appel à un consortium d'institutions qui travailleraient de concert pour identifier les interventions nécessaires et établir un plan d'action.

«La Guinée a lancé un appel d'of-

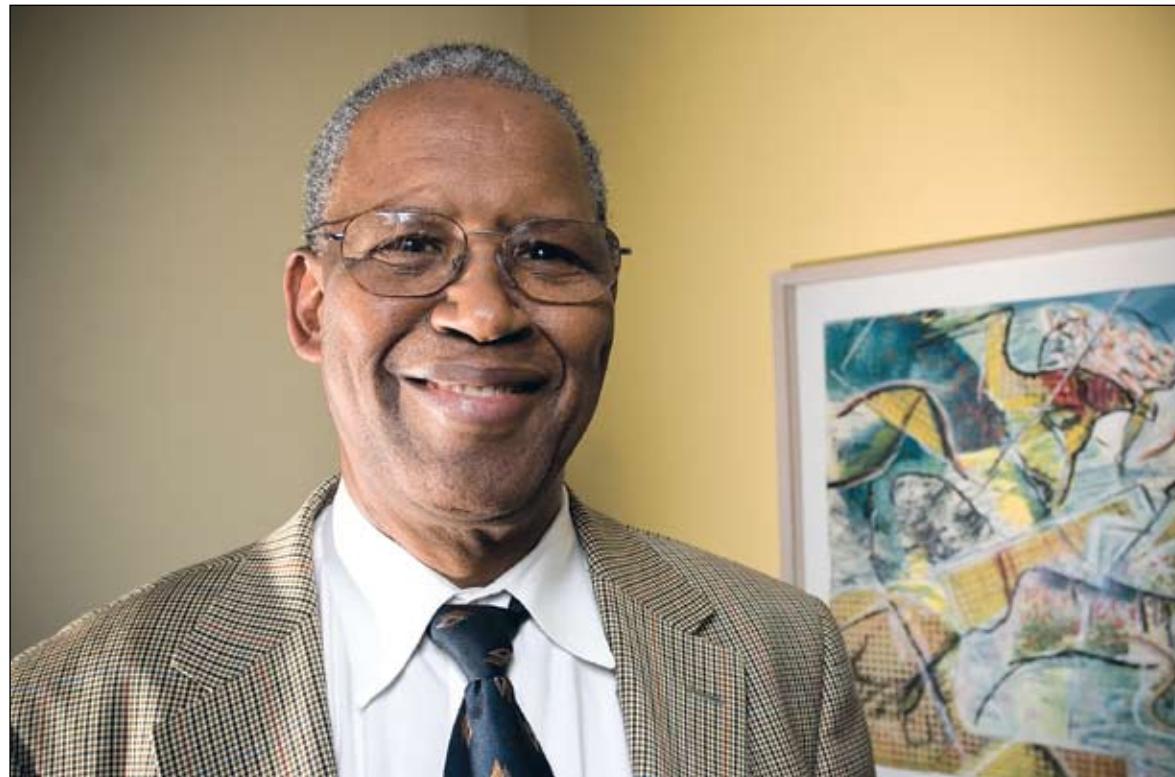


Photo: François L. Delagrange

Amadou Diallo, directeur du Département de management et technologie et chef du projet UQAM-PADES/EPT pour la réforme des programmes.

fres international en 2003 et il y a eu des propositions de plusieurs pays, mais l'UQAM a bâti un consortium imbattable, regroupant l'École de technologie supérieure, l'Université de Montréal, le ministère de l'Éducation du Québec, la TÉLUQ et l'Université Park des États-Unis, qui est responsable de la formation à distance dans les bases militaires américaines», rapporte le professeur de gestion. Un financement de plus de 5 millions de dollars a été obtenu de la Banque mondiale pour ce projet qui comporte trois axes principaux: la rénovation des programmes, la formation à distance et la gestion administrative et financière des établissements.

L'enseignement universitaire guinéen reposait auparavant, comme le modèle français, sur un système de promotion par année. Or, ce type de

système coûte cher à l'État puisque chaque fois qu'un étudiant échoue un cours, il doit reprendre son année au complet. «L'instauration d'un système de crédits permettant la promotion par matière est l'une des premières choses que nous avons faites», indique Amadou Diallo. Les programmes de premier cycle ont été remodelés en fonction du système LMD, mais on a aussi mis en place une structure permettant leur évaluation et l'accréditation de nouveaux programmes.

Nouvelle pédagogie

«Dans l'ancien système, le professeur est l'unique dispensateur du savoir, note le consultant. On a donc fait des efforts importants pour apprendre aux professeurs à dispenser leurs cours en faisant appel à la participation des étudiants. Tous les enseignants uni-

versitaires guinéens ont été exposés à nos ateliers de pédagogie et les plus intéressés ont été invités à venir au Québec pour y faire un stage.»

Le système LMD est très efficace dans la mesure où il est porteur de la promotion par matières et que l'en-

seignement y est davantage approprié aux besoins de la société, mais ce système d'inspiration américaine est complexe à gérer. En effet, il laisse beaucoup de liberté aux étudiants dans le choix de leurs cours. «Dans l'ancien système, tous les cours ou presque sont obligatoires et le service du registrariat se résume à la personne du registraire plus une secrétaire, souligne Amadou Diallo. Dans le système nord-américain, il faut une centaine de personnes pour faire le même travail.» Un programme informatique de gestion des services liés au registrariat a été mis en place. Les chefs de scolarité (registraires) de huit établissements guinéens ont également été formés aux pratiques en vigueur dans les universités nord-américaines.

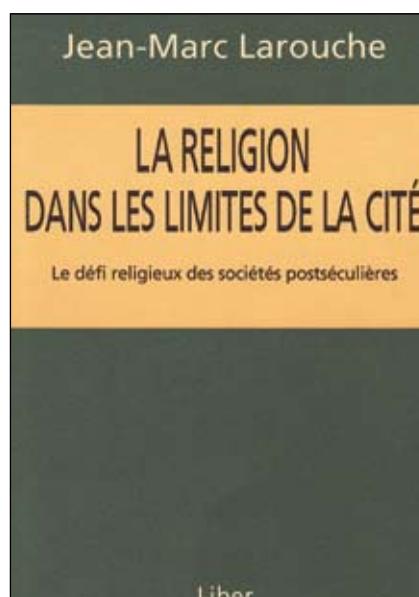
Le projet, dont la première étape s'est achevée en 2006, en est à sa deuxième phase. «On commence à travailler sur la dimension de la formation à distance», précise Amadou Diallo. Selon ce dernier, le système universitaire guinéen est maintenant doté de règlements d'études à la fois adaptés aux réalités nationales et inspirés des meilleures références dans le domaine. «Aujourd'hui, dit-il, un savoir-faire national existe pour continuer le processus.»

TITRES D'ICI

Le défi religieux

La religion a-t-elle sa place dans une société laïque et dans un monde dominé par le savoir rationnel? Doit-elle être cantonnée dans l'espace privé ou peut-elle s'exprimer sur la place publique? Dans quelles limites et avec quels risques? Ces questionnements, d'une brûlante actualité, sont au centre de l'ouvrage de Jean-Marc Larouche, *La religion dans les limites de la cité*, publié chez Liber.

Placée sous le signe de la tolérance et de la reconnaissance, la réflexion que propose l'auteur, professeur au Département de sociologie, trace la voie d'une réinscription de la religion dans l'espace public des sociétés postséculières, lesquelles cherchent à dépasser l'opposition entre religion et raison publique. Selon Jean-Marc Larouche, la persistance du religieux dans nos sociétés appelle à la formation d'une éthique publique dans laquelle croyants de diverses confessions et non-croyants se comprennent comme les citoyens de la même cité. «Loin de favoriser la segmentation des identités, la société postséculière favorise l'intégration de tous, également reconnus dans leur identité profonde, fût-elle religieuse», écrit-il. Un essai stimulant pour tous ceux qui s'intéressent aux rapports entre liberté de religion, tolérance religieuse et démocratie.



Premier spectacle d'étudiants en musique

Des étudiants du baccalauréat en musique, concentration musique populaire, présenteront leurs premières réalisations au Centre culturel Henri-Lemieux, le 20 mars prochain, à 20h, dans le cadre de la soirée Crée-moi!

Le public est invité à assister aux premiers pas de ces candidats à une carrière professionnelle en musique. Il pourra entendre notamment les auteurs-compositeurs-interprètes Flavie Léger-Roy, Leïla Jolin-Dahel et Sabrina Platon, ainsi que les chanteuses Janik V. Dufour et Roxane Filion dans un numéro inspiré du Cirque du Soleil. Elles seront accompagnées par divers ensembles musicaux.

Le Centre culturel Henri-Lemieux est situé au 7644, rue Édouard, à Ville LaSalle. Billetterie: (514) 367-5000

PUBLICITÉ

Prix Reconnaissance UQAM 2008

Le Gala Reconnaissance UQAM 2008 aura lieu le 7 mai prochain, à l'hôtel Delta Centre-Ville. À cette occasion, les sept Facultés/École de l'UQAM, ainsi que la TÉLUQ, remettront chacune un Prix Reconnaissance à l'un de leurs diplômés.

Symbolique par excellence de la réussite et de l'engagement, le Prix Reconnaissance UQAM est une récompense qui souligne la qualité exceptionnelle du parcours professionnel de diplômés de l'UQAM qui, par leurs réalisations et leur engagement, contribuent au développement de leur secteur d'études, de leur sphère d'activité professionnelle ainsi qu'au rayonnement de leur *alma mater*.

Le journal *L'UQAM* proposera le portrait de deux des huit lauréats à chaque parution d'ici le 7 mai.

Sandrine Faust : la satisfaction du devoir accompli

Pierre-Etienne Caza

Combien de gens ont le privilège de découvrir chaque matin des dizaines de courriels de remerciement pour leur bon travail? C'est le cas de Sandrine Faust, directrice générale d'Allô prof, dont la boîte de courrier électronique est assaillie de messages d'élèves fiers d'avoir réussi leurs examens, leurs devoirs, ou tout simplement d'avoir compris une notion qui leur échappait jusque là. La Faculté des sciences de l'éducation lui décerne son Prix Reconnaissance UQAM 2008 pour son leadership et l'essor qu'elle a fait prendre, au fil des ans, à cet organisme d'aide aux devoirs unique au monde.

«C'est flatteur et gênant à la fois de recevoir un tel prix, car je ne suis pas seule dans cette aventure», confie Sandrine Faust, qui concède cependant qu'elle a travaillé très fort pour faire d'Allô prof une ressource précieuse dans le paysage scolaire québécois. L'organisme répond aux interrogations des élèves de la première année du primaire à la cinquième année du secondaire par le biais de quatre services : le téléphone



Photo : François L. Delagrange

Sandrine Faust, lauréate du Prix Reconnaissance UQAM 2008 de la Faculté des sciences de l'éducation.

et la cyberclasse (un espace de clavardage privé entre l'enseignant et l'élève), des forums de discussion et une bibliothèque virtuelle, véritable mine d'or de renseignements.

Une cinquantaine d'enseignants rémunérés travaillent pour Allô prof dans l'un de ses deux centres desservant la province, l'un à Québec

et l'autre à Montréal. «Certains font partie de l'aventure depuis 12 ans», souligne Sandrine Faust qui s'attend à recevoir cette année quelque 140 000 demandes d'élèves réclamant un coup de pouce. Une moyenne de 800 demandes par soirée, du lundi au jeudi, de 17h à 20h. «Ça roule! s'exclame-t-elle. On ressent une poussée d'adrénaline à chaque appel parce que nous n'avons aucune idée de la question de l'élève. C'est comme un quiz mais nous n'avons pas le droit de nous tromper.»

Un coup de cœur professionnel

Originaire de Sept-Îles, Sandrine Faust a complété deux baccalauréats à l'UQAM, le premier en administration des affaires au début des années 1990. «Je découvrais le centre-ville, j'étais de toutes les associations et de toutes les activités et j'ai terminé mon bac avec une mention d'excellence», dit-elle fièrement.

Diplômée en 1993, elle accepte un emploi à la Caisse centrale Desjardins, qu'elle quitte six mois plus tard pour retourner aux études, toujours à l'UQAM mais cette fois-ci en adaptation scolaire et sociale,

programme qu'elle complète en 1997. Elle enseigne ensuite une année au primaire et une année en maternelle, sans avoir la piqûre. «Je ne suis pas à l'aise dans une classe, où tout doit être réglé au quart de tour», avoue-t-elle franchement.

Elle préfère nettement mieux son travail à Allô prof, où elle est proposée aux réponses par téléphone quatre soirs par semaine. Après deux mois, elle est nommée coordonnatrice du Centre de Montréal et quatre ans plus tard, directrice générale. «J'ai trouvé le métier qui me passionne, à mi-chemin entre le monde de l'éducation et celui des affaires», affirme-t-elle.

L'ère du Web

L'une des plus belles réussites de Sandrine Faust à titre de directrice générale d'Allô prof est d'avoir habilement négocié le virage Web. «Nous recevons de moins en moins d'appels téléphoniques, explique-t-elle. Ce sont les forums de discussion qui connaissent une popularité fulgurante et nos cyberclasses affichent complet», souligne-t-elle. Une visite sur le site www.alloprof.qc.ca suffit pour

constater la convivialité des outils mis à la disposition des jeunes.

Et ce n'est pas tout, car Mme Faust a plusieurs projets en tête. Elle souhaite notamment installer des bornes Allô prof dans une dizaine de services de garde de la Commission scolaire de Montréal, ainsi que dans des hôpitaux pour enfants et des écoles pour élèves en difficulté. Elle aimerait aussi mettre en ligne une version bilingue du site pour desservir la communauté anglophone et conclure une association avec des écoles à vocation internationale pour que leurs meilleurs élèves puissent donner des cyberclasses, sans oublier quelques projets spéciaux avec les communautés immigrantes qui composent 65 % de la clientèle d'Allô prof.

«Nous arrimerons aussi la terminologie employée dans notre bibliothèque virtuelle avec la réforme, ce qui multipliera le nombre de contenus par dix», précise la directrice générale, qui avoue cependant devoir ralentir un peu, le temps de consolider les acquis de l'organisme... et de donner naissance à son deuxième enfant, à la fin juin. Ouf! ●

Jacques Renaud, organisateur en chef

Pierre-Etienne Caza

«À l'époque, personne ne me croyait quand que je disais que je gagnais ma vie comme organisateur d'événements», raconte en riant Jacques Renaud. Au cours des 30 dernières années, il a été organisateur, consultant, formateur et auteur en management événementiel. La Faculté des sciences humaines lui décerne son Prix Reconnaissance UQAM 2008 pour son impressionnante carrière et ses remarquables dons d'innovateur et de rassembleur.

Avant même d'avoir terminé son baccalauréat en travail social, obtenu en 1978, Jacques Renaud a été directeur d'un organisme communautaire, agent de groupe pour Jeunesse Canada Monde et agent de développement pour Tourbec, l'ancêtre d'Air Transat. «Je n'ai jamais oeuvré en travail social mais les notions que j'ai apprises m'ont permis de composer avec une foule de situations sur les plans personnel et professionnel», assure-t-il.

L'organisateur

C'est à travers la politique que s'amorce la carrière d'organisateur de Jacques Renaud, qui devient responsa-

ble des activités publiques du premier ministre René Lévesque, après avoir travaillé à la campagne de financement du Parti québécois à la fin des années 70. C'est lui qui a organisé la soirée des résultats du référendum, le 20 mai 1980, au Centre Paul-Sauvé. «Nous avions fait produire des dizaines de milliers d'étiquettes autocollantes avec l'inscription «Oui merci», que nous avions placées dans des filets au plafond, prêtes à tomber du ciel en cas de victoire, raconte-t-il avec émotion. C'était triste et décevant lorsque nous les avons finalement libérées dans la salle vide à 3 h du matin.»

Jacques Renaud quitte le bureau du premier ministre en 1982, pour donner un coup de main à Gilbert Rozon, qui démarre le Festival Juste pour rire, dont la première mouture s'appelait La Grande Virée. Il collabore aussi avec Rozon quelques années plus tard pour mettre sur pied le volet de rue du festival, mais entre-temps, il aura été tour à tour directeur général de la programmation des célébrations du 450^e anniversaire de la découverte de la Nouvelle-France (1534-1984), directeur de la (première) campagne à la chefferie de Pauline Marois en 1985, producteur délégué du Défilé

de la Fête nationale en 1990 et vice-président aux opérations des Fêtes du 350^e anniversaire de Montréal en 1992. De l'organisation, il en mange! «C'est comme une drogue tellement ça génère d'adrénaline», confie-t-il.

L'aventure du cirque

Les festivités du 450^e de la découverte de la Nouvelle-France, en 1984, constituent un point tournant dans sa carrière. Il a pour mandat non seulement d'établir la programmation dans les grandes villes, comme Montréal et Québec, mais aussi dans les régions. «Je cherchais un projet qui puisse être trimballé d'une région à l'autre lorsque j'ai appris qu'un gars de Baie-St-Paul projetait de monter un cirque original et sans animaux», raconte-t-il.

Guy Laliberté lui présente deux versions de son projet. La première, plutôt fade, respecte le budget prévu, soit 750 000 \$. La version idéale, à 1,2 M\$, comprend les bases du cirque que l'on connaît aujourd'hui, avec son chapiteau bleu et jaune. «Nous lui avons accordé le montant qu'il demandait, raconte M. Renaud. C'est ce déficit de 500 000 \$ dans mon budget qui a permis la création du Cirque du Soleil!»

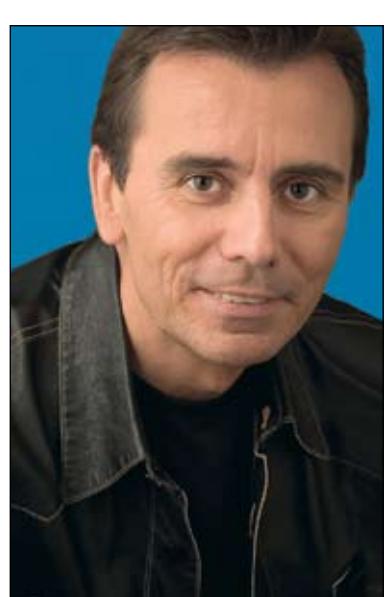


Photo : Adrien Duey
Jacques Renaud, lauréat du Prix Reconnaissance UQAM 2008 de la Faculté des sciences humaines.

des artistes et les impératifs du management, tout en formant la relève», explique-t-il.

Le formateur

Jacques Renaud se dit touché par ce geste de reconnaissance de l'UQAM. Chargé de cours à la maîtrise en gestion de projet depuis 1996, c'est lui qui a développé la spécialisation en gestion de projets événementiels. «Je rêve d'en faire une concentration, dit-il. Ce serait le premier diplôme de deuxième cycle en management événementiel au Québec.»

Il a publié l'essentiel de son expertise dans un ouvrage intitulé *Le management d'événement* (Transcontinental, 2000) et a créé depuis peu l'Institut de l'événement, un centre de formation professionnelle. «Nous tentons de regrouper l'expertise québécoise et de documenter les savoirs dans le domaine, car il importe de former une nouvelle génération de spécialistes en organisation d'événements», conclut-il. ●

SUR INTERNET
www.diplomes.uqam.ca

Un programme haut de gamme

Claude Gauvreau

«La musique ne s'enseigne plus en smoking devant un piano à queue éclairé par des bougies», lance Guy Vanasse, un sourire en coin. Le professeur flûtiste parle avec enthousiasme du nouveau programme de baccalauréat en musique qui sera offert à

mes, créatifs et polyvalents, capables de réfléchir sur leur démarche, souligne celui qui dirige le Département de musique. C'est pourquoi nous avons conçu un programme gigogne qui prépare à la fois à une carrière musicale professionnelle, à une carrière en enseignement et à la poursuite d'études supérieures.»

exceptionnelle.

La Commission des études avait demandé au Département de musique de prendre des mesures pour diminuer le nombre d'abandons et contrer le faible taux de fréquentation dans les anciennes concentrations musicologie et musicothérapie. «Il y a dix ans, 400 étudiants étaient inscrits en musique, contre un peu plus de 200 aujourd'hui», rappelle M. Vanasse.

vise à aborder tous les styles, que ce soit en composition, interprétation ou improvisation. «La frontière entre le classique et le populaire est de plus en plus poreuse, poursuit M. Vanasse, et les étudiants sont appelés à naviguer entre les deux univers, un peu comme l'Orchestre symphonique de Montréal qui organisait récemment un grand concert pour célébrer le Canadien de Montréal.»

La majeure en musique s'adresse par ailleurs aux étudiants qui cherchent une formation polyvalente. Ils pourront la compléter par un certificat dans une autre discipline, communication ou animation culturelle par exemple, pour ainsi obtenir un baccalauréat. Ceux intéressés par la musicothérapie pourront même combiner leur majeure avec un certificat en psychologie.

Les projets sont nombreux sur la planche à dessin du professeur Vanasse. «Nous avons embauché dernièrement des professeurs et chargés de cours spécialisés en pédagogie musicale et instrumentale qui développeront des axes de recherche centrés sur l'utilisation des nouvelles technologies dans l'enseignement de la musique.»

Le baccalauréat n'est plus une fin en soi et préparera à des études aux cycles supérieurs, comme le nouveau DESS en musique de films ou le doctorat en études et pratiques des arts. «Nous souhaitons transmettre à nos étudiants une culture générale solide qui nourrira leur démarche créatrice», conclut Guy Vanasse. ■

Former des musiciens du XXI^e siècle

Guy Vanasse et ses collaborateurs sont partis d'un rêve: former des musiciens du XXI^e siècle. «La musique évolue constamment. Les jeunes musiciens touchent au multimédia, se frottent aux nouvelles technologies et s'associent avec des poètes ou des peintres. Ils font ce qui ne s'enseigne pas actuellement dans les écoles», soutient le professeur.

La concentration pratique artistique veut répondre aux attentes des étudiants intéressés tant par la musique classique que par la musique populaire. L'intérêt pour la musique populaire est grandissant et le programme

Pour se préparer à affronter le marché du travail, les étudiants devront élaborer un projet de fin d'études en organisant une performance. Ils seront responsables de la conception du spectacle, du choix et de la réservation de la salle, du son, de l'éclairage et de la publicité.

Passerelle vers les cycles supérieurs

Les étudiants inscrits dans la concentration enseignement, contingentée à 50 personnes, pourront exercer au primaire, au secondaire, et même au collégial. «Avec les nombreux départs à la retraite, la demande dans les écoles est forte et le taux de placement est bon», souligne M. Vanasse.



Photo : Denis Bernier

Guy Vanasse, directeur du Département de musique et directeur général par intérim du Centre Pierre-Péladeau.

compter de septembre prochain.

Entièrement repensé, le programme propose une vision contemporaine de la musique, branchée sur la réalité actuelle du milieu. Il comporte deux concentrations, enseignement et pratique artistique (classique ou populaire), en plus d'une majeure. «Nous voulons former des étudiants autono-

peu importe la concentration qu'ils choisiront, les étudiants pourront compter sur une variété d'installations, dont les salles de percussions classique et latine, la salle anéchoïque (sans écho), un studio d'enregistrement parmi les meilleurs à Montréal et la salle Pierre-Mercure du Centre Pierre-Péladeau, réputée pour son acoustique

ILS L'ONT DIT...

«L'antidépresseur n'est plus ce médicament qui vise à guérir une forme de maladie mentale, mais au contraire un cosmétique qui permet un remodelage intérieur et qui corrige l'humeur, comme on camoufle un trait du visage avec une crème.» Christian Saint-Germain, professeur au Département de philosophie, *Forum*, 25 février 2008

«Poutine n'est pas seulement un petit potentat qui veut s'enrichir. C'est un chef d'État qui veut orienter son pays en utilisant la manne pétrolière pour relancer l'économie.» Jacques Lévesque, professeur au Département de science politique, *Finance et Investissement*, mi-février 2008

«Beaucoup de services publics peuvent être donnés par le privé et ce n'est pas nécessairement contradictoire. Mais à ce moment-là, la gouverne du système demeure publique, les objectifs sont fixés démocratiquement. Ce contre quoi j'en ai, c'est le développement d'un esprit mercantile dans le domaine de la santé.» Michel Venne, diplômé du Département de communications, directeur de l'Institut du Nouveau Monde et coprésident de la récente Commission Castonguay, *La Presse*, 2 mars 2008

«La formation n'est pas encore vue comme une technique de résolution de problèmes organisationnels. Encore trop souvent, elle est considérée comme un mal nécessaire, une dépense obligatoire. Tant que les entreprises n'auront pas conscience que la formation peut les aider dans leur recherche de solutions, il y aura un manque de cohérence dans le choix des formations et donc peu de résultats.» Daniel Beaupré, professeur à l'ESG et directeur de l'Observatoire de gestion stratégique des ressources humaines, *Les Affaires*, 1^{er} mars 2008

PUBLICITÉ

Collaboration fructueuse entre le SAC et la CIDDHU

Pierre-Etienne Caza

La situation politique et économique en Haïti a poussé des centaines de milliers de personnes à quitter le pays depuis des décennies. Plusieurs se sont réfugiées en République Dominicaine, le pays voisin, dans l'espérance d'y trouver du travail, notamment dans les plantations de coton. Sans statut officiel, ces migrants n'ont aucun recours devant la loi.

Grâce à une collaboration avec le Service aux collectivités (SAC), le professeur Bernard Duhaime, du Département des sciences juridiques, s'est rendu en République Dominicaine et en Haïti l'an dernier afin de donner des formations aux membres de deux organisations locales représentant des victimes de violation des droits humains.

Ce n'était pas la première fois que le professeur Duhaime collaborait avec ces organismes puisqu'il dirige la Clinique internationale de défense des droits humains (CIDDHU) de l'UQAM, impliquée depuis quelques années dans ce dossier. Là-bas, ce ne sont pas seulement les migrants

haïtiens qui sont victimes d'injustice; leurs enfants aussi, même s'ils sont nés en sol dominicain. «Le droit national prévoit que toute personne qui n'est pas en transit et qui naît dans le pays obtient sa citoyenneté, mais ce n'est pas le cas dans la réalité, explique M. Duhaime. Les autorités font souvent preuve de discrimination et privent les enfants des migrants de tout statut officiel, ce qui les empêche d'accéder au système de santé, d'éducation et de justice. Parents et enfants sont donc vulnérables, pouvant être exploités, menacés ou expulsés. Dans certains cas, c'est leur intégrité physique qui est en danger.»

En République Dominicaine, où il a été reçu en mai dernier par le doyen de la Faculté de droit de l'Université autonome de Santo Domingo, Bernard Duhaime a donné une conférence très médiatisée avant de se rendre sur le terrain, où il s'est penché sur un cas d'exactions commises par les autorités locales, pour lequel les victimes n'ont pu obtenir justice. «En droit international, il faut épouser tous les recours juridiques nationaux afin de s'adresser à une instance internatio-



Photo : François L. Delagrange

Bernard Duhaime, professeur au Département des sciences juridiques et Carmen Fontaine, agente de développement au Service aux collectivités

nale, explique-t-il. Les organisations qui m'ont invité se préparent à cette éventualité et elles avaient besoin de

perfectionnement au niveau méthodologique et stratégique.»

Le même scénario s'est répété en Haïti au mois d'août, où le Bureau de promotion des droits de la personne de l'Organisation des États américains était impliqué dans l'aventure. Depuis le retour du professeur Duhaime, des étudiants ont effectué des stages auprès de ces mêmes organismes.

Le Service aux collectivités

C'est le Comité québécois pour la reconnaissance des droits des travailleurs haïtiens en République Dominicaine qui a formulé une demande au SAC afin que le professeur Duhaime bénéficie d'un dégrèvement lui permettant d'aller offrir 45 heures de formation.

N'importe quel organisme communautaire, groupe de femmes ou organisation syndicale peut faire une demande au SAC afin d'avoir accès à une ressource universitaire pour de la formation, de la recherche ou toute autre expertise. Le SAC a la possibilité

d'octroyer 20 dégrèvements par année. «C'est plutôt rare que nous ayons des projets internationaux comme celui-ci, précise Carmen Fontaine, agente de développement au SAC, car les organismes doivent alors se débrouiller pour amasser l'argent nécessaire pour le déplacement du professeur. Le dégrèvement ne couvre que le temps passé en formation.»

Il s'agissait de la première collaboration entre le SAC et la CIDDHU. «Nous espérons que les gens qui ont assisté aux formations données par M. Duhaime puissent ensuite former à leur tour d'autres personnes dans leur coin de pays, ajoute Mme Fontaine. La notion de partage et de transfert des connaissances est notre raison d'être.»

«Mon défi n'est pas seulement d'enseigner et de faire de la recherche, c'est aussi de mettre au bénéfice de la société l'expertise que l'on développe, conclut Bernard Duhaime. Cela fait partie de la mission fondamentale de l'UQAM et le SAC y contribue de belle façon.» ●

La double vie de Carole David

Pierre-Etienne Caza

«C'est un honneur et un magnifique cadeau», affirme Carole David à propos de son rôle d'écrivaine en résidence au Département d'études littéraires pour le trimestre d'hiver. Il s'agit de la première expérience du genre pour la poète, romancière et nouvelliste.

Carole David enseigne la littérature au cégep du Vieux-Montréal depuis 1980. «Côtoyer des jeunes qui ne vieillissent jamais, contrairement à moi, me permet d'observer les modes et les tendances, dit-elle en riant. Et j'adore leur transmettre le goût de la lecture, même si c'est chaque fois un défi!»

Après plusieurs années d'enseignement, elle profite de son séjour à l'UQAM pour se ressourcer et replonger dans l'écriture. «C'est un bonheur et un privilège d'avoir l'opportunité de créer, d'explorer et de partager ma vision du monde, dit-elle. L'écriture est mon identité première.»

La première œuvre que Carole David a publiée lui a valu le prix Émile-Nelligan en 1986. Il s'agissait de son mémoire de maîtrise en création littéraire, un recueil de poésie intitulé *Terroristes d'amour*, rédigé à l'UQAM sous la direction du regretté Noël Audet. Elle a remporté en 1996 le Prix de poésie Terrasses Saint-Sulpice de la revue *Estuaire pour Abandons*, le troisième de ses quatre recueils de poésie parus à ce jour. Elle a également publié des nouvelles, des récits et un roman, *Impala*, publié aux Herbes rouges en 1994 et traduit en anglais et en italien quelques années plus tard.

Avant d'être publiée, elle a travaillé dans le milieu de l'édition, notamment



Photo : François L. Delagrange

Carole David

chez VLB, «du temps où Lévy-Beaulieu dirigeait la boîte», précise-t-elle. Elle connaît donc très bien les rouages de la chaîne du livre, ce qu'elle a partagé avec les deux groupes en création littéraire qu'elle a rencontrés jusqu'à maintenant. «Je leur ai parlé de mon parcours, du processus créateur et de ce que j'appelle ma double vie», ajoute-t-elle en faisant référence à la nécessité de concilier écriture et travail rémunéré.

DVD sur l'implication citoyenne en environnement

La Chaire d'études sur les écosystèmes urbains, dont le titulaire est le professeur Laurent Lepage, du Département de science politique, et le Service de l'audiovisuel ont uni leurs efforts pour produire un documentaire (DVD) intitulé *Secteur 103 - de l'implication citoyenne en environnement*.

Depuis le début des années 1990, de plus en plus de citoyens s'impliquent dans la protection, la restauration et la mise en valeur du Saint-Laurent. Le document, réalisé par Normand Corbeil du Service de l'audiovisuel, témoigne justement de

la démarche de concertation entre les citoyens, les gouvernements, les scientifiques, les environnementalistes et les entreprises dans le but de décontaminer le secteur 103, zone portuaire et industrielle située dans l'est de l'île de Montréal, où des millions de mètres cubes de sédiments contaminés se sont accumulé au fil des ans.

À noter que le DVD est disponible au Service de l'audiovisuel.

SUR INTERNET

www.audiovisuel.uqam.ca/pages/realisations

La laïcité, instrument politique de gestion de la diversité

Claude Gauvreau

Y a-t-il différents modèles de laïcité? La laïcité confine-t-elle la religion à la sphère privée? Un petit ouvrage de 125 pages paru récemment aux éditions Novalis, *La Laïcité*, répond à ces questions complexes, et à bien d'autres, avec clarté, rigueur et simplicité. Son auteure, Micheline Milot, professeure au Département de sociologie, est une spécialiste des questions religieuses et a siégé au Comité conseil de la Commission Bouchard-Taylor.

Se questionner sur la laïcité, dit-elle, nous conduit à aborder l'un des grands défis auxquels font face toutes les sociétés pluralistes, à la fois d'un point de vue politique, juridique et social. Construire une façon de vivre ensemble pacifiquement, à un moment où la diversité des conceptions de la vie, morales, religieuses et philosophiques, n'a jamais été aussi grande, représente en effet une tâche immense, reconnaît la sociologue.

Selon Micheline Milot, la laïcité repose sur quatre principes fondamentaux, soit la neutralité de l'État à l'égard de toute confession religieuse,

la séparation des pouvoirs entre le politique et le religieux, la liberté de conscience et de religion et l'égalité de traitement des citoyens en cette matière. «L'État laïque ne peut se contenter d'affirmer l'importance des libertés religieuses sans veiller à ce que des modalités politiques et institutionnelles permettent aux citoyens de vivre concrètement ces libertés», précise-t-elle.

Ne pas confondre sécularisation et laïcisation

La professeure établit une distinction importante entre sécularisation et laïcisation. La sécularisation correspond à une perte progressive de l'influence sociale et culturelle de la religion dans la société, alors que la laïcisation concerne l'aménagement des rapports entre l'État et les diverses confessions religieuses. «Au Québec, la Révolution tranquille a permis une accélération du processus de sécularisation, lequel était déjà à l'œuvre dans les décennies précédentes, souligne Mme Milot. On a surestimé le poids de l'Église catholique alors qu'elle n'a jamais été liée organiquement au pouvoir, sauf dans

le domaine de l'éducation.»

Cela dit, bien que la sécularisation de la société québécoise soit très avancée, rien n'empêche la résurgence de références identitaires religieuses. «On le constate actuellement, alors qu'un petit noyau de catholiques continue de résister à la déconfessionnalisation des écoles québécoises», souligne Mme Milot.

Il n'y a pas de modèle idéal

Plusieurs conceptions de la laïcité peuvent cohabiter dans une même société. Il n'y a pas de modèle idéal, bien que la laïcité de «reconnaissance» soit appelée à prendre de plus en plus d'importance au Québec, comme dans la plupart des autres sociétés pluralistes, souligne Micheline Milot. «Dans ce type de modèle, l'État devient un arbitre des conflits et reconnaît l'autonomie de pensée de chaque citoyen. Ainsi, l'État ne saurait affirmer que le voile musulman signifie *de facto* la soumission de celles qui le portent. Je connais des femmes qui portent le voile par conviction personnelle, sans lui donner une valeur politique et sans souscrire à l'ensemble des



Photo : Denis Bernier

Micheline Milot, professeure au Département de sociologie, est l'auteur de l'essai intitulé *La Laïcité*.

préceptes de l'Islam. Elles se battent même pour l'égalité des femmes, de la même façon que des croyants catholiques défendent la laïcité.»

La sociologue tient à rappeler que la Charte des droits et libertés de la personne interdit toute discrimination sexuelle et que le droit international donne préséance à l'équilibre et non à la hiérarchie des droits. C'est pourquoi elle est en désaccord avec le Conseil du statut de la femme qui, en 2007, recommandait de modifier la Charte pour que l'égalité des hommes et des femmes prime la liberté de religion dans la société québécoise.

Le débat sur les accommodements raisonnables a révélé par ailleurs l'existence de conceptions autoritaire

et antireligieuse de la laïcité, observe la chercheuse. «La laïcité est un instrument politique impartial de gestion de la diversité. Elle s'impose aux institutions publiques, aux lois et à l'État, mais ne signifie pas l'interdiction de l'expression religieuse individuelle dans la société civile. Comment un petit nombre de personnes au sein d'une minorité religieuse, qui affichent de manière plus visible leur croyance, pourrait menacer l'identité de six millions d'individus et les obliger à vivre selon des normes religieuses?», demande Micheline Milot.

«C'est comme si nous vivions dans une démocratie pluraliste tout en rêvant paradoxalement à une certaine homogénéité!» ●

PUBLICITÉ

► Suite de la page 1

à Québec. «Il faut sortir de la pensée magique», a-t-il insisté.

Autres pistes

Le recteur a réaffirmé que l'UQAM doit consentir elle-même des efforts parfois douloureux avant d'engager ses partenaires externes – UQ et gouvernement – dans le plan de redressement. Le comité d'experts indépendants mis sur pied en janvier, à l'initiative du recteur, doit analyser comment l'UQAM peut mieux tirer avantage des règles de financement gouvernemental et quelles modifications elle doit exiger pour que son financement respecte mieux sa mission et sa place dans le réseau universitaire québécois. Le rapport de ces quatre experts sera très attendu en mai prochain.

L'UQAM souscrit également à la revendication collective et unanime

des universités québécoises qui réclament depuis plusieurs années déjà un réinvestissement de l'ordre de 375 à 400 M\$ par année dans l'éducation supérieure.

Rétablissement la réputation de l'UQAM

M. Corbo espère sortir de la crise aiguë que traverse l'UQAM pour célébrer son 40^e anniversaire, au printemps 2009, avec fierté. Employant souvent la métaphore du navire dans la tempête, le recteur soutient que cet anniversaire est «notre étoile polaire», celle qui devra nous guider en dépit de la houle et du mal de mer. «Cette université a apporté beaucoup au Québec» et continuera de le faire, laisse-t-il entendre, si on ne lui coupe pas les ailes. Le creuset de talents est immense à l'UQAM et la relève très prometteuse. ●

LUNDI 17 MARS

Conseil des diplômés de la Faculté de science politique et de droit

Conférence: «Le rôle d'un avocat dans une commission», de 18h à 19h30.

Conférenciers: Pierre Bosset, professeur au Département des sciences juridiques, UQAM; André Léspérance, avocat au ministère de la Justice du Canada; Vincent Regnault, avocat chez Heenan Blakie. La séance sera présidée par l'honorable Guy Cournoyer, juge à la cour supérieure du Canada.

Pavillon Sherbrooke, salle SH-2800.

Renseignements: Luc Côté (514) 987-3000, poste 0873

cote.luc@uqam.ca

www.er.uqam.ca/nobel/fspd/rubrique.php3?id_rubrique=129#979

MARDI 18 MARS

Galerie de l'UQAM

Expositions: Stéphane La Rue. *Retracer la peinture et Poursuivre le hors-champ*, une installation de Gwenaël Bélanger, jusqu'au 29 mars, du mardi au samedi de midi à 18h.

Pavillon Judith-Jasmin, 1400, rue Berri (Métro Berri-UQAM), salle J-R120.

Renseignements:

(514) 987-6150

galerie@uqam.ca

www.galerie.uqam.ca

CELAT (Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions)

Conférence: «À propos de culture(s). Regard anthropologique sur les cultures nationales et le multiculturalisme», de 12h30 à 14h.

Conférencier: Olivier Maligne, stagiaire post-doctoral au CELAT et au Département d'histoire de l'art, UQAM.

Pavillon 279 Ste-Catherine Est, salle DC-2300.

Renseignements: Caroline Désy (514) 987-3000, poste 1664

desy.caroline@uqam.ca

www.celat.ulaval.ca

CERB (Centre d'études et de recherches sur le Brésil, UQAM)

Les midis Brésil brunché: «Y a-t-il un Alzheimer brésilien?», de 12h30 à 14h.

Conférencière: Annette Leibing, professeure agrégée en anthropologie médicale, Faculté des sciences infirmières, UdeM.

Pavillon Judith-Jasmin, salle J-1060.

Renseignements:

Catherine Rodriguez

(514) 987-3000, poste 8207

brasil@uqam.ca

www.unites.uqam.ca/bresil

Faculté des sciences de l'éducation

Série d'exposés *Minerva* du Conseil canadien sur l'apprentissage:

«Tisser des liens: stimuler l'apprentissage chez les étudiants autochtones», à 19h.

Conférencière: Lorna Williams, professeure, membre de la Première Nation Lil'wat, Mount Currie, en Colombie Britannique.

Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-1010.

Renseignements: Hélène Bédard

(514) 987-3000, poste 0300

bedard.helene@uqam.ca

www.ccl-cca.ca/cl

MERCREDI 19 MARS

Département de musique

Concerts: «Qu'on se le dise: la musique classique, c'est pour tout le monde», jusqu'au 24 mars, de 11h à 13h.

Interprètes: Denyse Saint-Pierre, pianiste et quinze autres musiciens du Département de musique, UQAM.

Métro Berri-UQAM, corridor sortie rue Saint-Denis et Maisonneuve.

Renseignements: Suzanne Crocker (514) 987-3000, poste 0294

crocker.suzanne@uqam.ca

Faculté des sciences humaines

Conférence: «L'image de l'Islam et du Prophète chez les philosophes tardo-antiques et médiévaux», de 12h45 à 13h45.

Conférencier: Georges Leroux, professeur associé, Département de philosophie, UQAM.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-1950.

Renseignements: Olga Hazan

(514) 987-4111

hazan.olga@uqam.ca

www.figuration.org

ESG UQAM

Conférence: «Techniques de présentation: pratique commentée», de 12h45 à 13h45.

Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-2155.

Renseignements:

Julie Beauchamp Martin

(514) 987-3000, poste 4395

comm.entrepreneuriat@uqam.ca

www.entrepreneuriat.uqam.ca

Association des étudiants-es des cycles supérieurs en études urbaines de l'UQAM (ADECSEUR)

Midi-causerie: «Quel rôle pour les élus dans le développement économique local?», de 12h45 à 14h.

Conférencier: Luc Dancause, étudiant au doctorat en études urbaines. Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-4880.

Renseignements: (514) 987-3000, poste 1336

adecseur@uqam.ca

Réseau Arts (Arts visuels et médiatiques/histoire de l'art)

Journée professionnelle du Réseau arts, de 13h à 17h.

Plusieurs conférenciers.

Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (J-2805).

Renseignements: Caroline Cloutier (514) 987-3000, poste 1446

assistant.arts@gmail.com

Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal

Conférence: «Regards sur la modernité montréalaise», de 17h à 19h.

Conférencières: Isabelle Huppé, M.A. en histoire, UQAM; Patricia Comtois, M.A. en histoire, UQAM.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-1715.

Renseignements:

Isabelle Bisson-Carpentier

(514) 987-3000, poste 5022

bisson-carpentier.isabelle@uqam.ca

www.histoire.uqam.ca/recherche/LHMP/

de 12h30 à 14h.

Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-3235.

Renseignements:

Marie-Andrée Desgagnés

(514) 987-4018

cirst@uqam.ca

www.cirst.uqam.ca

SVE-Réseaux socioprofessionnels

Journée réseau communication

Relations humaines, de 12h45 à 18h.

Nombreux participants.

Pavillon Athanase-David, salle DR-200.

Renseignements: Leïla Chekir

(514) 987-3000, poste 1446

Département d'études littéraires

Soirée de performances littéraires hypermédiatiques *bleuOrange 00*, de 19h à 21h.

Participants: Annie Abrahams; Ollivier Dyens; Grégory Chatonsky; Sébastien Cliche; Nick Montfort, etc. Laboratoire nouveaux médias d'OBORO 4001, rue Berri (coin Duluth), suite 200, Montréal.

Renseignements: Anick Bergeron

(514) 987-0425

nt2@uqam.ca

<http://revuebleuorange.org>

VENDREDI 21 MARS

Association facultaire des étudiants en arts de l'UQAM

Exposition du Complot5: *Huis Clos*, jusqu'au 10 avril, mardi et mercredi de 10h à 18h, jeudi et vendredi de 12h à 20h et samedi de 12h à 17h.

Le vernissage et le lancement du catalogue de l'exposition auront lieu le 21 mars, de 17h à 20h.

Participants : étudiants en histoire de l'art et en arts visuels et médiatiques, UQAM.

Espace 4 de la Galerie Art mûr, 5826, rue St-Hubert à Montréal, 2^e étage.

Renseignements:

Audrey-Maude McDuff

(514) 212-3096

projetcomplot5@gmail.com

www.projetcomplot.net

MARDI 25 MARS

CELAT

Conférence-causerie: «De fête en fête : l'identité québécoise en parade», de 12h30 à 14h.

Conférencière : Annie Gérin, professeure, Département d'histoire de l'art, UQAM.

Pavillon 279 Ste-Catherine Est, salle DC-2300.

Renseignements: Caroline Désy

(514) 987-3000, poste 1664

desy.caroline@uqam.ca

www.celat.ulaval.ca

CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales)

Conférence: «Les processus de professionnalisation (reconnaissance professionnelle) des métiers de l'économie sociale», de 13h30 à 15h30.

Conférencière: Annie Dussuet, maître de conférences, UMR Sociologie, Université de Nantes, France.

Pavillon Saint-Denis, salle AB-2210.

Entrée libre, confirmation obligatoire.

Renseignements: Mélanie Fontaine

(514) 987-3000, poste 1647

fontaine.melanie@uqam.ca

www.crises.uqam.ca

- Réponses:
10. demi-journée
 9. demi-lune
 8. demi-kilomètre
 7. demi-écrème
 6. demi-litre
 5. demié
 4. demi
 3. demies
 2. demi-close
 1. demi-journée

Avec la collaboration de Sophie Piron, professeure au Département de linguistique et de didactique des langues

MERCREDI 26 MARS

UQAM Générations

Conférence: «La santé et la beauté», de 13h30 à 16h.

Conférencier: Daniel Vocelle, professeur retraité, Département de chimie, UQAM.

Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (J-2805).

Renseignements: France Yelle (514) 987-3000, poste 7629 yelle.france@uqam.ca www.diplomes.uqam.ca

JEUDI 27 MARS

IEIM (Institut d'études internationales de Montréal)

Analyse et bilan du projet ACDI / LICADHO / IEIM: «Prévenir la violence envers les femmes et les filles: une expérience cambogienne», jusqu'au **28 mars**, de 9h à 21h.

Nombreux participants.

Pavillon Athanase-David.

Renseignements: Lyne Tessier 514-987-3667 ieim@uqam.ca www.ieim.uqam.ca

Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie

Conférence: «Citoyenneté et pauvreté au Brésil: en quête de reconnaissance des droits», de 12h30 à 14h.

Conférencière: Andrea Cardarello, postdoctorante à la Chaire de recherche MCD, UQAM.

Pavillon Hubert-Aquin, salle A-5020.

Renseignements: Pierre-Paul St-Onge (514) 987-3000, poste 4897 st-onge.pierre-paul@uqam.ca www.chaire-mcd.ca

École supérieure de théâtre

Le *Salon de la courte forme*, dans le cadre de la Journée mondiale du théâtre, de 9h30 à 22h30.

Participants: une quarantaine d'étudiants de la Faculté des arts de l'UQAM et plusieurs professionnels du monde du théâtre.

Pavillon Judith-Jasmin, 2^e étage.

Renseignements: Marie-Pier Manseau projectiles.duquotidien@gmail.com www.courteforme.uqam.ca

Cœur des sciences

Café scientifique des IRSC: «L'aliment, un médicament?», à 18h.

Conférenciers: Richard Béliceau, titulaire de la Chaire de recherche en prévention du cancer à l'UQAM; Jean-Louis Brazier professeur à la Faculté de pharmacie de l'UdeM; Marie-Dominique Beaulieu professeure au Département de médecine familiale à l'UdeM; Jean-Pierre Lemasson, professeur au Département d'études urbaines et touristiques à l'UQAM.

Agora Hydro-Québec, 175, avenue du Président, Kennedy (Métro Place-des-Arts).

Renseignements: (514) 987-0357

coeurdessciences@uqam.ca

www.coeurdessciences.uqam.ca

VENDREDI 28 MARS

CIRST (Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie)

Conférence: «Les déterminants de l'abandon en thèse», de 12h30 à 14h.

Conférencier: Jake Murdoch, Département d'administration et fondements de l'éducation, UdeM, membre du CIRST, UQAM.

Pavillon Thérèse-Casgrain, salle W-3235.

Renseignements:

Marie-Andrée Desgagnés

(514) 987-4018

cirst@uqam.ca

www.cirst.uqam.ca

GRAVE-ARDEC (Groupe de recherche et d'action sur la victimisation des enfants - Alliance de recherche pour le développement des enfants dans leur communauté)

Conférence: «La place des pères dans les interventions en protection de la jeunesse», de 9h30 à 12h.

Conférencier: Carl Lacharité, professeur titulaire, Département de psychologie, UQTR.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-R510.

Renseignements: Catherine Adam

(514) 987-3000, poste 4748

adam.catherine@uqam.ca

www.graveardec.uqam.ca

CRILCQ-UQAM (Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises)

Atelier: «Actualité du cinéma direct au Québec», de 9h45 à 16h.

Nombreux participants.

Pavillon Judith-Jasmin, salle J-4225.

Renseignements: Lise Bizzoni

(514) 987-3000, poste 2237

crilcq@uqam.ca

www.crilcq.org

Formulaire Web

Pour nous communiquer les coordonnées de vos événements, veuillez utiliser le formulaire à l'adresse suivante:

www.evenements.uqam.ca

10 jours avant la parution du journal.

Prochaines parutions :

31 mars et 14 avril 2008.

Ein Deutsches Requiem de Brahms pour les 30 ans du Chœur de l'UQAM



et l'ensemble vocal de l'UQAM, le Chœur philharmonique du Nouveau-Monde, les Chanteurs de Sainte-Thérèse et l'Orchestre symphonique FACE, sous la direction de Miklós Takács.

La première partie du concert sera consacrée au premier mouvement de la *Symphonie no 7* de Bruckner, interprété par l'Orchestre symphonique FACE, sous la direction de Mme Theodora Stathopoulos, directrice artistique de cette formation.

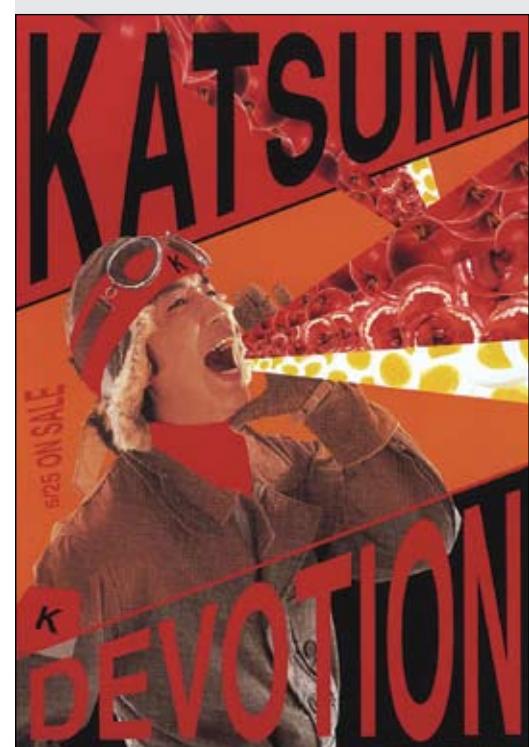
Vendredi **21 mars**, 20h.
Église Saint-Jean-Baptiste,
309, rue Rachel Est,
Métro Mont-Royal.

Renseignements : philharmontreal@hotmail.com
www.uqam.ca/choeur

L'année 2008 revêt un caractère bien particulier pour le Chœur de l'UQAM, qui célèbre son 30^e anniversaire, tandis que la Société philharmonique de Montréal qui produit l'événement en est à sa 50^e saison.

Son grand concert du Vendredi saint regroupera plus de 325 personnes sur scène; on y entendra le *Requiem allemand* de Brahms interprété par les solistes Marc Boucher, baryton, Louise Marcotte, soprano, le Chœur

PUBLICITÉ



Yokoo Tadanori, affichiste au Centre de design

Dans le cadre du 80^e anniversaire des relations Canada-Japon, le Centre de design présente quelque soixante-dix affiches de Yokoo Tadanori, créateur qui a marqué l'histoire de l'affiche japonaise et internationale.

Jusqu'au **13 avril 2008**, du mercredi au dimanche, de midi à 18h.
1440, rue Sanguinet, Montréal (métro Berri-UQAM)

Renseignements: (514) 987-3395
centre.design@uqam.ca
www.centrededesign.com

► Suite de la page 2

est une manière bien peu fiable. En outre, elle exige la présence de chaque sujet concerné, qui n'a pas la possibilité d'être là à chaque fois. À l'heure d'Internet, il serait nettement plus judicieux d'envoyer à chaque étudiant un courriel avec un lien redirigeant vers un site sécurisé de vote et le tour serait joué en quelques secondes. Il est d'ailleurs fort regrettable que l'administration de l'UQAM – que l'on suppose gardienne des valeurs démocratiques au sein de son établissement – n'exige pas d'autorité de tels procédés rigoureux comme elle le fait pour ses propres décisions. Il se pourrait bien que telles méthodes – véritablement démocratiques – portent un coup fatal à cette grève... car dans cette optique, ce ne sera pas un maigre 15% des étudiants membres de l'AFESH qui exprimera sa voix, mais probablement bien plus et il n'est pas hasardeux de pronostiquer un renversement de tendance. Nous aurions pu espérer de l'AFESH qu'elle n'ignore pas qu'un vote démocratique n'a de valeur que s'il est anonyme et à bulletin secret : c'est la base même du principe de démocratie, sinon, il n'en revêt trop facilement que l'habit superficiel qui illusionne joyeusement ceux qui veulent croire à la duperie de la forme. Cela permet entre autres d'éviter les pressions de l'entourage et les intimidations évidentes que la masse suscite malgré elle sur l'individu seul. Or, un étudiant isolé dans un immense amphithéâtre, dont l'avis est minoritaire, est toujours à risque de se rallier contre son gré à une majorité qui l'intimide par la force du surnombre. Enfin, que dire

Croyez-vous qu'une grève puisse être une solution ?

Avant même d'en avoir fait la lecture, le recteur de l'UQAM, Claude Corbo, affirmait ceci : «J'ai la certitude qu'il est illusoire de penser que l'UQAM pourrait se sortir seule de l'impasse actuelle, comme l'a d'ailleurs constaté le Vérificateur général du Québec dans son premier rapport sur les immobilisations, de même que PricewaterhouseCoopers dans son rapport.» Effectivement, même en appliquant les coupures proposées dans le rapport, il y a toujours un manque à gagner pour redresser l'UQAM.

En tant que futur(e)s gestionnaires, croyez-vous qu'une grève puisse être une solution ?

Puisque vous citez M. Corbo et que vous appuyez ses dires, lui avez-vous demandé conseil sur les meilleurs gestes à poser afin de nous aider ?

En tant que futur(e)s gestionnaires, quel est le livrable de votre projet de grève ? Comment en mesureriez-vous le succès ?

Est-ce que cette grève a pour objectif de sensibiliser l'université et ses dirigeants ou le gouvernement ?

Vos demandes peuvent-elles être satisfaites par l'université ou par le gouvernement ?

L'université n'est-elle pas suffisamment sensible ?

Le gouvernement n'est-il pas très loin ou peu concerné par cette grève ? Où est-il ? Qui est-il ? Que fait-il ? Que peut-il !!!

Qui doit payer les frais pour les gardiens de sécurité, pour le remplacement et la réparation du mobilier endommagé, pour le vandalisme et les autres aléas causés par cette grève ?

de ces consultations interminables qui mobilisent les votants une journée entière... Maintenant, nous savons que notre association ignore superbement cet axiome princiel inhérent à l'idée générale de démocratie et qui relève du secret d'un vote. Que l'AFESH se gargarise de démocratie est une chose, les étudiants attendent d'elle qu'elle démontre sa bonne foi en proposant des méthodes de consultation qui rejoignent VÉRITABLEMENT tout le monde et préserve ainsi intact l'esprit même d'un processus juste, équilibré et fiable de consultation publique.

Enfin, il convient ici de faire un constat lucide : l'aboutissement de tout cela est la projection extérieure d'une pitoyable image des étudiants en sciences humaines de l'UQAM, vu par les autres comme des va-t'en-grèves forcenés qui se félicitent d'obtenir par voie syndicale des vacances opportunes. Mais la très grande majorité d'entre eux ne sont pas cette fausse image, loin de là, bien malheureusement. La situation financière de l'UQAM, certes injuste pour tous les étudiants sérieux qui font tristement les frais des investissements immobiliers irresponsables de l'ancien recteurat, commande toutefois qu'on cesse de l'affaiblir par égoïsme pour défendre des intérêts qui ne satisfont que le privilège de quelques-uns. On ne tire pas sur une ambulance. Si d'aventure l'AFESH trouve utile de le faire, qu'elle y mette au moins les manières et la politesse.

Emmanuel AUBERT,
Doctorat en psychologie

La Nuit Blanche, un grand succès

Près de 6 000 noctambules ont participé aux activités de la Nuit Blanche sur le campus de l'UQAM les 1^{er} et 2 mars derniers. L'activité *Nuit de travail* une performance de danse *in situ*, créée spécialement pour l'occasion par Deborah Dunn, chargé de cours en danse à l'UQAM, d'après un concept original d'Olympe Rabaté, Philomène Poulin et Stéphanie Leduc, étudiantes au DESS en design d'événements, fut un véritable succès. *Nuit de travail* a permis de démontrer le potentiel créatif des étudiants en design et en danse et l'aspect pratique de la formation en

arts offerte à l'Université, a déclaré Maxim Bonin, agent d'information au Service des communications et coordonnateur des activités de la Nuit Blanche à l'UQAM.

Comme les années passées, la Galerie de l'UQAM, le Centre de design et le CDEx ont ouvert leurs portes pour l'événement au public montréalais jusqu'aux petites heures du matin. CHOQ.FM, la radio Web de l'UQAM, a également présenté une série de spectacles au Bistro Sanguinet, rue Saint-Denis.

Photos : Julie Gauthier



Nuit de travail, un spectacle fort émouvant.



Le Centre de design est très fréquenté les soirs de Nuit Blanche !



Animation de jazz à la Galerie de l'UQAM.